



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille dix, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
23 Juin 2010, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code Général des
Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice : 29
Nombre de pouvoirs : 5
Nombre de Conseillers présents : 23
Quorum : 15

Date de convocation et d'affichage : 17 Juin 2010
Date d'affichage du compte-rendu : 29 Juin 2010

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Bertrand HIGNARD, Mme Marylène QUEVERT, M. Michel LEBRET, M. André BADIGNON, Adjoint, M. Henri NOËL, M. Marcel FOUQUET, M. Alain COCHARD, M. François LARCHER, Mme Joëlle COLLIN, M. Jean DENOUAL, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Annie CHAMPAGNAY, M. Bruno TREMAUDAN, Mme Maryline LEFOUL, Mme Marie-Thérèse SAUVEE, M. Loïc PETITPAS, Mme Roselyne MARCHAND, M. Johan THEURET, Mme Michèle BEAUDOUIN ; M. Joël DESVAUX

Absents excusés : Mme Marie-Renée GINGAT, Mme Pierrette HUET, Mme Odile DELAHAIS, Mme Magali TREMORIN, Mme Isabelle MOREL

Absent non excusé : M. Bruno TREMAUDAN

Pouvoirs : Mme GINGAT à M. HAMELIN ; Mme HUET à M. LE BESCO ; Mme DELAHAIS à M. NOEL ; Mme TREMORIN à Mme DAUCE ; Mme MOREL à M. LEGRAND

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : M Henri NOEL, Conseiller Municipal

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 10-82) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 10-83) Achat d'un véhicule – Décision modificative n° 1
- 10-84) Modification et révisions simplifiées du PLU – Décision modificative n° 2
- 10-85) Recettes provenant du produit des amendes de police relatives à la circulation routière – Répartition 2009 – Liste principale
- 10-86) Requalification urbaine – Validation APD et DCE
- 10-87) Travaux d'extension de l'éclairage public rue de Melesse – Demande de subvention SDE
- 10-88) Travaux d'extension de l'éclairage public rue de Melesse – Décision modificative n° 3
- 10-89) Programme voirie 2010 – Secteurs en régie – Attribution
- 10-90) Installations classées – Enquête publique – Dossier GAEC LAND'TREMOR – TINTENIAC
- 10-91) Installations classées – Enquête publique – Dossier GAEC DU GUE – GUIPEL
- 10-92) Captage d'eau de la Gentière – Arrêté de déclaration d'utilité publique en date du 25.07.08 – Transfert de nom
- 10-93) Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics
- 10-94) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6° et 15° alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

10-82) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Monsieur Henri NOËL, sur proposition du Maire, est élu à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

En ce qui concerne le point n° 10-60 relatif à la requalification urbaine, Madame BEAUDOUIN demande que l'observation qu'elle a formulée lors de cette séance soit mentionnée, à savoir son souhait d'avoir communication du dossier avant la réunion du Conseil Municipal.

Cette remarque étant prise en compte, le procès-verbal de la séance du 26 Mai 2010 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

10-83) ACHAT D'UN VEHICULE – DECISION MODIFICATIVE N°1

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX informe le Conseil Municipal qu'il convient, suite à un accident de la route, de procéder au remplacement du véhicule affecté au responsable du service technique.

La commission voirie, réunie le 14 juin 2010, a donné un avis favorable au remplacement du véhicule endommagé par l'achat d'un véhicule neuf.

Le Conseil Municipal est informé du devis retenu pour l'acquisition du véhicule de marque Peugeot type 206 dont le coût est de 11 396,50 € TTC.

Cette acquisition n'ayant pas été prévue au budget primitif de l'exercice en cours, il convient de prendre la décision modificative suivante :

Section d'investissement **prélèvement** de compte

Compte	Opération	Fonction	Libelle du compte	Montant
020	/	01	Dépenses imprévues	12 000 €

Section d'investissement **alimentation** de compte

Compte	Opération	Fonction	Libelle du compte	Montant
2182	601	0200	Matériel roulant	12 000 €

Il est précisé que la Commune recevra une indemnité de 1 300 € de l'assurance pour le véhicule accidenté, correspondant à la valeur à dire d'expert.

Ce véhicule accidenté fera l'objet d'un retrait de l'inventaire communal.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

10-84) MODIFICATION ET REVISIONS SIMPLIFIEES DU P.L.U – DECISION MODIFICATIVE N° 2

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle que, par délibération n° 10-71 en date du 26 mai 2010, le Conseil Municipal a été informé qu'une consultation en procédure adaptée serait lancée afin de choisir un cabinet d'étude pour constituer les dossiers nécessaires à la modification et aux révisions simplifiées du P.L.U. Le Cabinet GHECO a été retenu pour effectuer cette mission.

Les révisions simplifiées concernant 3 secteurs, feront chacune l'objet d'une procédure individuelle.

Le montant de la modification du PLU et des trois révisions simplifiées s'élevant à 8 116,53 € T.T.C., auquel il y a lieu d'ajouter quelques frais divers (insertion presse, duplication de dossiers, etc.), Madame GIROUX propose de prendre la décision modificative suivante :

Section d'investissement **prélèvement** de compte

Compte	Opération	Fonction	Libelle du compte	Montant
020	/	01	Dépenses imprévues	10 000 €

Section d'investissement **alimentation** de compte

Compte	Opération	Fonction	Libelle du compte	Montant
202	401	0200	Frais documents urbanisme PLU	10 000 €

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

10-85) RECETTES PROVENANT DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE RELATIVES A LA CIRCULATION ROUTIERE – REPARTITION 2009 – LISTE PRINCIPALE

Rapporteur : Monsieur Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au conseil municipal que, par délibération n° 09.201 en date du 15 décembre 2009, il a été décidé d'adopter le programme suivant concernant les opérations susceptibles d'être éligibles au titre de la répartition des recettes des amendes de police :

Il s'agit du programme complémentaire dotation 2008 programme 2009 présenté au conseil municipal du 28 septembre 2009 et non retenu par le conseil général

1. Aires d'arrêt de bus en agglomération et sur voies communales, hors agglomération :

Remplacement de l'arrêt car de Tréheuc pour un montant de 2064.00 € HT

3. Parcs de stationnement avec emplacements réservés aux handicapés selon législation en vigueur :

Création de 4 parcs de stationnement aux droits des écoles publiques maternelle et élémentaire, dont emplacements réservés aux handicapés, sur espaces verts existants

Superficie : 4 * 500 m²

Désignation	U	Quantité	PU HT	MONTANT
Décapage de la terre végétale sur 0.30 d'épaisseur	m3	600	8,00 €	4 800,00 €
Décaissement en terrain de toute nature pour réalisation de parking, toutes fournitures, toutes sujétion, ep 0,20	m3	400	8,50 €	3 400,00 €
Fourniture et mise en place d'un revêtement géotextile	m ²	2000	1,00 €	2 000,00 €
Fourniture et mise en œuvre de pierres cassées 0/150 sur 0,30 m, y compris compactage	m3	600	18,00 €	10 800,00 €
Fourniture et mise en œuvre de GNT A 0/31,5 sur 0,20 m, y compris compactage	m3	400	22,00 €	8 800,00 €
Réalisation d'un revêtement en BBSG 0/10 à raison de 130 kg/m ² de classe 3, y compris couche d'accrochage et raccordement sur existant	m ²	2000	6,90 €	13 800,00 €
fourniture et pose sur béton de bordure béton type T2	ml	300	22,00 €	6 600,00 €
TOTAL HT				50 200,00 €
TOTAL TTC				60 039,20 €

5. Signalisation horizontale (passages piétons) :

Cheminement piéton lotissement du Bellanger : 400.20 € HT

7. Aménagements piétonniers protégés le long des voies communales en et hors agglomérations :

Réaménagement des trottoirs Secteurs Av des Acacias, des Tilleuls et des Erables.

Secteur Acacias / Tilleuls / Erables Réaménagement des trottoirs

N°Prix	Désignation	U.M.	Quantité	Prix Unitaire	Montant H.T.
1	SIGNALISATION DE CHANTIER	F	1	100,00 €	100,00 €
7	MATERIAUX BITUMINEUX ENROBES A CHAUD				
7b	BETON BITUMINEUX 0/6	T	250	85,00 €	21 250,00 €
8	MISE A NIVEAU D'ELEMENTS DE RESEAU				
8b	REGARD AVALOIR OU GRILLE	U	4	100,00 €	400,00 €
8c	REGARD DE VISITE	U	4	150,00 €	600,00 €
8d	MISE A NIVEAU DE CHAMBRE PTT	U	4	120,00 €	480,00 €
8e	BOITE DE BRANCHEMENT EU ET EP	U	15	80,00 €	1 200,00 €
10	TERRASSEMENT DE TROTTOIRS SUR 5CM D'EPAISSEUR	M2	1800	2,80 €	5 040,00 €
11	FOURNITURE ET POSE DE BORDURES ET CANIVEAUX EN BETON				
11a	BORDURE T2	ML	30	23,00 €	690,00 €
12	FAB, TRANSPORT MISE EN ŒUVRE DE MATERIAUX NON TRAITES				
12a	G,N,T, 0/31,5	T	540	13,75 €	7 425,00 €

Montant H.T.	37 185,00 €
T.V.A. : 19,6 %	7 288,26 €
Montant T.T.C.	44 473,26 €

Et de solliciter l'attribution de la subvention correspondante auprès du Conseil Général.

Par circulaire du 16 février 2010, le Ministre de l'Intérieur a fixé à 766 442 € la dotation 2010 relative aux recettes des amendes de police revenant aux communes de moins de 10 000 habitants du Département d'Ille et Vilaine.

Au cours de sa réunion du 26 avril 2010, la Commission Permanente du Conseil Général a arrêté la liste des Communes bénéficiaires ainsi que le montant de l'attribution leur revenant.

La Ville de COMBOURG a été retenue pour la réalisation des travaux suivants :

- Aire arrêt de bus Tréheuc :	330.00 €
- Parc stationnement écoles :	8 032.00 €
- Signalisation horizontale :	64.00 €
Soit un montant total de	8 426.00 €.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'accepter la somme proposée et de s'engager à faire exécuter les travaux prévus dans les plus brefs délais.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

10-86) REQUALIFICATION URBAINE – VALIDATION APD ET DCE

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 10-17 en date du 24 Février 2010, celui-ci a été informé du choix du cabinet A'DAO de Rennes pour la réalisation d'une étude portant sur 4 voies ou portions de voie.

Lors du Conseil Municipal du 26 Mai 2010, les esquisses et études sommaires ont été présentées, et il a été décidé d'affermir la tranche conditionnelle n° 5, correspondant à la route de Lourmais dans sa partie agglomérée, venant en complément de la tranche ferme à savoir la portion de l'avenue de la Libération comprise entre la limite d'agglomération et le chemin de Bel Air.

Afin de déterminer précisément les enjeux pour l'Avenue de la Libération, une campagne de comptage a été réalisée, ainsi que différents essais de déflexion. Ces mesures et les différents projets ont été soumis à l'agence routière départementale, gestionnaire de la voirie, et le projet définitif a obtenu un accord de principe lors d'une rencontre en date du 10 Juin 2010.

Sur les deux portions de voie, les éléments de réponse aux enjeux, évoqués lors de la présentation de l'esquisse, se trouvent retranscrits, avec par exemple :

Pour l'avenue de la Libération :

- La gestion de l'entrée de ville : bandes rugueuses axiales.
- La gestion de la vitesse en agglomération : création de plateaux, réduction de largeur de chaussée
- La gestion des différents carrefours, notamment sur les axes structurants (Route de Tramel) : réalignement des carrefours, amélioration de la visibilité.
- Qualité et caractéristiques des matériaux : emploi d'enrobés hydro décapés permettant une « colorisation » des différents espaces, et un ressenti urbain affirmé.

Pour la route de Lourmais :

- Prise en compte des emplacements réservés notamment au sud de la voie pour création de cheminement piéton : création de stationnements à proximité du stade d'honneur.
- Optimisation de l'emprise par comblement de fossé et élargissement de voirie.
-

Ces projets ont obtenu l'avis favorable de la commission « voirie, infrastructure et affaires rurales » en date du Lundi 14 Juin 2010.

L'estimation fait apparaître les montants suivants :

- Pour l'avenue de la Libération : 439 383.80 € HT soit 525 503.02 € TTC.

- Pour la route de Lourmais : 136 345.70 € HT soit 163 069.46 € TTC.

Compte tenu du montant de l'estimation des travaux, la procédure de dévolution des travaux à retenir est celle de la procédure adaptée.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal :

- D'approuver ce programme de travaux.
- De valider le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
- D'autoriser M. Le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous la forme d'une procédure adaptée.

Et de solliciter les aides suivantes auprès :

- Du Conseil Régional
- Du Conseil Général
- De la Communauté de Communes - Bretagne Romantique

Il est rappelé que, par délibération n° 08-36 du 1^{er} Avril 2008, le Maire est habilité à signer les marchés passés sous la forme d'une procédure adaptée.

Johan THEURET regrette qu'il n'y ait pas eu davantage de concertation notamment avec les riverains.

Monsieur LEBRET fait remarquer que la minorité municipale n'était pas présente lors de la dernière réunion de commission. Durant cette séance de travail le projet a été amplement développé et expliqué notamment sur les points portant sur la sécurité.

Monsieur LE BESCO expose que le cabinet A'DAO a tenu compte de l'accessibilité des riverains. Il fait remarquer que peu d'habitations du secteur avait un accès direct sur la voie concernée.

En ce qui concerne la route de Lourmais, les élus de la minorité municipale ont regretté que l'aménagement ne prévoit ni la sécurisation de la sortie du stade ni le ralentissement de la vitesse.

Monsieur LE BESCO explique que la sécurisation des piétons a bien été prise en compte et largement discutée lors de la séance de travail de la commission.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 25 voix pour et 3 abstentions, ADOPTE l'ensemble de ces propositions.

**10-87) TRAVAUX D'EXTENSION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC RUE DE MELESSE
— DEMANDE DE SUBVENTION SDE**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET expose au Conseil Municipal que, dans le cadre de l'effacement de réseaux de l'Avenue de la Libération, et en accompagnement de la réalisation des réseaux lourds, il a été décidé de procéder à l'enfouissement des réseaux aériens d'une partie de la rue de Melesse, située au droit de la ligne SNCF d'une longueur d'environ 125 ml, à compter du passage à niveau.

Ces travaux s'élèvent à 9 392.50 € HT et seront réalisés par l'entreprise Forclum, en charge des effacements de réseaux, en appliquant le bordereau de prix du SDE.

Monsieur LEBRET propose au conseil municipal de solliciter une subvention auprès du Syndicat Départemental d'Electrification

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

**10-88) TRAVAUX D'EXTENSION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC RUE DE MELESSE
— DECISION MODIFICATIVE N° 3**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Compte tenu de la délibération évoquée précédemment, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de prendre la décision modificative suivante :

Section d'investissement **prélèvement** de compte

Compte	Opération	Fonction	Libelle du compte	Montant
21538	806	816	Réseaux pluviales	11 300 €

Section d'investissement **alimentation** de compte

Compte	Opération	Fonction	Libelle du compte	Montant
2315	804	814	Travaux de réseaux (effacement éclairage public)	11 300 €

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

10-89) PROGRAMME VOIRIE 2010 – SECTEURS EN REGIE – ATTRIBUTION

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 10-55 en date du 7 avril 2010 relative au programme voirie 2010 (secteurs en régie), le Conseil Municipal a approuvé le programme de travaux, validé le DCE et autorisé M Le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous la forme d'une procédure adaptée.

A cet effet un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé au journal Ouest-France et à la plate forme e-mégalis, le 16 Avril 2010.

19 DCE ont été retirés et 6 plis réceptionnés avant la limite de dépôt des offres fixée au 17 Mai 2010 à 12h00.

Le Pouvoir Adjudicateur a procédé à l'ouverture des différentes propositions le 17 Mai 2010 dans l'après midi, et l'analyse a ensuite été réalisé par les services techniques municipaux.

Il est rappelé que ce marché porte sur l'attribution de la tranche ferme et sur l'affermissement possible d'une tranche conditionnelle.

Il est également rappelé que ce marché proposait une solution technique de base, et ouvrait également aux variantes. A ce titre 9 variantes ont été proposées, portant le marché à 15 offres.

Suite à l'analyse effectuée par les services techniques, et suivant l'avis du Comité d'Analyse des Procédures Adaptées (CAPA) du 2 Juin 2010 à 11h00, le Pouvoir Adjudicateur a décidé:

- De déclarer le marché fructueux.
- D'affermir la tranche conditionnelle.
- D'attribuer le marché comme suit :

SACER ATLANTIQUE
14, rue Jean Le Ho
B.P. 92122
35921 RENNES CEDEX

Pour un montant de 174 631.82 € HT soit 208 859.66 € TTC, correspondant à la solution de base (enrobés à chaud dosé à 150 kg/m²).

Les travaux ayant été estimés, en solution de base, à 220 057.68 € HT soit 263 188.98 € TTC, le montant total se situe en dessous de l'enveloppe prévisionnelle de 20.64 %.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

10-90) INSTALLATIONS CLASSEES – ENQUETE PUBLIQUE – DOSSIER « GAEC LAND'TREMOR » - TINTENIAC

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET expose au Conseil Municipal que, par arrêté en date du 3 Mai 2010, Monsieur le Préfet de la Région Bretagne, Préfet d'Ille et Vilaine a prescrit une enquête publique sur le projet présenté par le GAEC LAND'TREMOR en vue d'obtenir l'autorisation de l'extension de l'atelier bovin et de la modification du plan d'épandage de l'atelier bovin et porcin aux lieux-dits « La Landelle » - TINTENIAC, « La Chevrue » - SAINT BRIEUC DES IFFS, « Trémorin » - COMBOURG.

Conformément à l'article 8 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment par le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 relatif aux installations classées, le Conseil Municipal de COMBOURG est invité à donner son avis sur cette autorisation.

L'enquête publique se déroule du 31 Mai au 2 Juillet 2010. L'avis du Conseil Municipal doit être exprimé au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture du registre d'enquête.

La commission des affaires agricoles a examiné ce dossier lors de sa réunion du 9 Juin 2010.

Considérant que cet élevage n'est pas situé dans la commune, Monsieur LEBRET propose que ce dossier soit présenté au Conseil Municipal à titre d'information sans émettre d'avis.

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote

10-91) INSTALLATIONS CLASSEES – ENQUETE PUBLIQUE – DOSSIER « GAEC DU GUE » - GUIPEL

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET expose au Conseil Municipal que, par arrêté en date du 3 Mai 2010, Monsieur le Préfet de la Région Bretagne, Préfet d'Ille et Vilaine a prescrit une enquête publique sur le projet présenté par le GAEC DU GUE en vue d'agrandir un élevage porcin, mettre à jour le plan d'épandage et installer un jeune agriculteur au lieu-dit « Le Gué » - GUIPEL.

Conformément à l'article 8 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment par le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 relatif aux installations classées, le Conseil Municipal de COMBOURG est invité à donner son avis sur cette autorisation.

L'enquête publique se déroule du 31 Mai au 2 Juillet 2010. L'avis du Conseil Municipal doit être exprimé au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture du registre d'enquête.

La commission des affaires agricoles a examiné ce dossier lors de sa réunion du 9 Juin 2010.

Considérant que cet élevage n'est pas situé dans la commune, il est proposé que ce dossier soit présenté au Conseil Municipal à titre d'information sans émettre d'avis.

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote

10-92) CAPTAGE D'EAU DE LA GENTIERE – ARRETE DE DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE EN DATE DU 25 JUILLET 2008 – TRANSFERT DE NOM

Rapporteur : Monsieur Joël LE BESCO, Maire

Vu :

- L'arrêté préfectoral portant déclaration d'utilité publique le captage de la Gentièrre, signé le 25 Juillet 2008, au bénéfice de la commune de Combours.
- La délibération n° 08-151 en date du 4 Novembre 2008 de la Commune de Combours portant décision de transférer en pleine propriété, à effet du 1^{er} Juillet 2010, les ouvrages de production de la Gentièrre, situé à Combours,
- La délibération n° 08/11/03 en date du 20 Novembre 2008 du 2^e Syndicat Mixte de Production d'eau potable d'Ille et Rance portant décision d'assurer, à compter du 1^{er} Juillet 2010, la production d'eau potable du site de la Gentièrre et d'intégrer ces ouvrages de production dans le contrat d'affermage du SPIR.
- L'engagement des collectivités concernées de conclure un acte de cession desdits biens pour un prix de cession de 25 000 €.

Considérant :

- Au vu de la présentation de ces différentes procédures,
- Au regard de l'état d'avancement des procédures de mise en place des périmètres de protection, d'exploitation des actuels et futurs ouvrages et de la date prévisionnelle de transfert au 1^{er} Juillet 2010,
- Le Syndicat Mixte de Production d'eau potable d'Ille et Rance, en sa qualité de futur Maître d'Ouvrage des ouvrages de production de la Gentièrre située à Combours,

Qu'il y a lieu de déclarer d'utilité publique le site de la Gentière **au bénéfice du Syndicat Mixte de Production d'eau Potable d'Ille et Rance, à compter du 1^{er} Juillet 2010.**

Qu'il y a lieu de modifier l'arrêté préfectoral en date du 25 Juillet 2008 pris au nom de la Commune de Combours.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de :

- **PRENDRE ACTE** de la nécessité de modifier l'arrêté préfectoral portant déclaration d'utilité publique les ouvrages de production de la Gentière à Combours en date du 25 Juillet 2008,
- **SOLLICITER** auprès de Monsieur le Préfet d'Ille et Vilaine l'arrêté préfectoral modificatif conformément aux dispositions telles que précitées,
- **FIXER** la date d'effet de l'arrêté préfectoral modificatif au 1^{er} Juillet 2010,
- **PRECISER** que cette décision sera respectivement prise par le Comité Syndical du Syndicat Mixte de Production d'eau potable d'Ille et Rance et du Conseil Municipal de la Commune de Combours.

Monsieur THEURET regrette l'état du site de la Gentière.

Monsieur LE BESCO rappelle que le transfert a eu lieu pour que le SPIR mette en place un nouveau système de pompage en eaux profondes grâce à des aides financières réservées aux syndicats de production. Tous les travaux entrepris avant ces changements se seraient avérés inutiles. Il rappelle également qu'au moment de la décision de transfert en 2008, l'état des ouvrages n'avait donné lieu à aucune observation de la part du SPIR.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal ADOPTE ces propositions.

10-93) COMPTE RENDU DES MARCHES SIGNES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX MAPA SELON LA PROCEDURE ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1^{er} Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises entre le 8 Mai 2010 et le 14 Juin 2010.

A ce titre, le Maire a attribué et signé les marchés suivants entre le 8 Mai 2010 et le 14 Juin 2010 :

Tableau récapitulatif des marchés à procédure adaptée signés entre le 8 Mai 2010 et le 14 Juin 2010			
Objet de la consultation	Nom de l'entreprise	Offre de prix HT	Montant Total TTC
1) Relocalisation de la Clinique – Consultation de Maitrise d’œuvre pour raccordement EU-AEP et Eclairage Public le long de la RD 794	TECAM de Fougères	4 600.00 €	5 501.60 €
	BOURGOIS de Betton	8 740.00 €	10 453.04 €
	INFRACONCEPT de Cesson-Sévigné	4 550.00 €	5 441.80 €
2) Services Techniques Municipaux – Remplacement de véhicule suite à accident – Citroën AX	PEUGEOT 207 Urban – dies - Bossard	10526.34 €	12589.50 €
	PEUGEOT 207 Urban – ess – Bossard	9780.52 €	11697.50 €
	RENAULT Clio2 Campus – dies – Nicolas	9331.02 €	11159.90 €
	RENAULT Clio3 – dies – Nicolas	9767.98 €	11682.50 €
	RENAULT Clio3 – ess – Nicolas	9511.71 €	11376.00 €
	DACIA Sandéro Lauréate – dies - Nicolas	10326.09 €	12350.00 €
	DACIA Sandéro Ambiance– dies- Nicolas	8503.34€	10170.00 €
	PEUGEOT 206+ Urban – dies – Bossard	9528.85 €	11396.50 €
3) Choix d’un cabinet d’étude pour modification et révisions simplifiées du PLU	Cabinet SCE de Nantes	8 860.00 €	10 596.56 €
	Archipole de Rennes	6 700.00 €	8 013.20 €
	Cabinet GHECO de La Rochelle	6 786.40 €	8 116.53 €

La proposition retenue figure en gras dans le tableau

10-94) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (6^e et 15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1^{er} Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l’article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour :

- 6^e alinéa « de passer les contrats d’assurances ainsi que d’accepter les indemnités de sinistre y afférentes »

- 15° alinéa « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rendra compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Arrêté n° 10.018T en date du 4 mai 2010 (**DIA n° 18**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle E n° 1039 d'une superficie de 453 m² et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 10.019T en date du 28 mai 2010 (DIA n° 19) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AC n° 930 d'une superficie de 82 m² à usage de jardin
- Arrêté n° 10.020T en date du 28 mai 2010 (DIA n° 20) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle D n° 837p d'une superficie de 2 695 m² et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 10.021T en date du 7 juin 2010 (DIA n° 21) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AC n° 66 d'une superficie de 502 m² et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 10.022T en date du 7 juin 2010 (DIA n° 22°) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AK n° 166 et 168 d'une superficie de 3 350 m² et supportant des terrains nus à bâtir par plan d'ensemble
- Arrêté n° 10-112 en date du 31 Mai 2010 décidant d'accepter une indemnité de sinistre de 411,68 € de la Compagnie SMACL (candélabre endommagé)

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 H 50.

CONSEIL MUNICIPAL

DU MERCREDI 23 JUIN 2010

A 20 H 00

DELIBERATIONS

- 10-82) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 10-83) Achat d'un véhicule – Décision modificative n° 1
- 10-84) Modification et révisions simplifiées du PLU – Décision modificative n° 2
- 10-85) Recettes provenant du produit des amendes de police relatives à la circulation routière – Répartition 2009 – Liste principale
- 10-86) Requalification urbaine – Validation APD et DCE
- 10-87) Travaux d'extension de l'éclairage public rue de Melesse – Demande de subvention SDE
- 10-88) Travaux d'extension de l'éclairage public rue de Melesse – Décision modificative n° 3
- 10-89) Programme voirie 2010 – Secteurs en régie – Attribution
- 10-90) Installations classées – Enquête publique – Dossier GAEC LAND'TREMOR – TINTENIAC
- 10-91) Installations classées – Enquête publique – Dossier GAEC DU GUE – GUIPEL
- 10-92) Captage d'eau de la Gentière – Arrêté de déclaration d'utilité publique en date du 25.07.08 – Transfert de nom
- 10-93) Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics
- 10-94) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6° et 15° alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales